

Cependant, on poursuit la négociation d'accords bilatéraux dans le secteur de la défense, en s'appuyant sur l'expérience acquise durant l'effort de guerre allié. Les Arrangements sur le partage de la production de défense, basés sur l'Accord de Hyde Park conclu en 1941 entre le président Roosevelt et le premier ministre Mackenzie King, garantissaient pratiquement le libre-échange du matériel et de l'équipement de défense. Ces arrangements ont donné à l'industrie canadienne l'occasion de participer aux efforts de défense en Amérique du Nord. En 1965, les deux gouvernements ont conclu le Pacte de l'automobile, qui prévoit l'admission en franchise des voitures, des camions et des pièces. Cette entente a permis à l'industrie canadienne de procéder à une rationalisation et de prospérer. Aujourd'hui, l'industrie automobile est le fer de lance de l'économie ontarienne et elle emploie 132 600 Canadiens. Elle exporte environ 60% de sa production, ce qui correspond bien des fois à ce qu'elle exportait il y a vingt ans.

Néanmoins, au début de la décennie, les Canadiens ont commencé à se demander si suffisamment d'efforts étaient déployés pour améliorer et garantir l'accès à leur principal marché. Ils jetaient des regards inquiets vers les États-Unis au moment où se succédaient au Congrès les projets de loi menaçant leur accès et les mesures fermant ou rétrécissant leurs marchés d'exportation. En 1983, le gouvernement du premier ministre Trudeau en arrivait à la conclusion que le Canada ne pouvait plus continuer à compter uniquement sur le GATT et il entreprenait des efforts en vue de conclure d'autres accords bilatéraux sur le modèle du Pacte de l'automobile. Le gouvernement américain faisait bon accueil à cette initiative et des fonctionnaires des deux pays s'attaquaient au défi consistant à répertorier les secteurs prometteurs. Les deux gouvernements devaient cependant conclure l'année suivante que l'objectif poursuivi était louable, mais que la méthode choisie laissait à désirer. Il s'avérait trop difficile de trouver la bonne formule sectorielle. Il fallait plutôt trouver d'autres solutions.

Une ère nouvelle

Le 4 septembre 1984, les Canadiens confient au Parti progressiste conservateur de Brian Mulroney le mandat de former un nouveau gouvernement, avec la plus grande majorité de l'histoire